

Version 1 Novembre 2013	Fiche Prévention	HS 078
	ASSISTANTS ET CONSEILLERS DE PREVENTION ACFI Décret 85-603 modifié par le décret 2012-170 du 3 février 2012	

Le décret 85-603 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale a été modifié par le décret 2012-170 du 3 février 2012. Ce décret fait suite à l'accord du 20 novembre 2009 sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique, qui a pour objectif de rénover la politique des employeurs publics en matière de protection de la santé et de la sécurité afin d'améliorer les conditions de travail des agents. Suite à l'apparition de ce décret, les ACFI ont changé d'appellation pour devenir des assistants de prévention, voire, le cas échéant, des conseillers de prévention.

Le texte clarifie également le positionnement des Agents Chargés de la Fonction d'Inspection (ACFI).

LES ASSISTANTS OU CONSEILLERS DE PREVENTION (ARTICLE 4 DU DECRET):

Les agents qui sont chargés de conseiller l'autorité territoriale dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité, s'appellent dorénavant des assistants de prévention ou des conseillers de prévention.

Le réseau des agents de prévention a été structuré en deux niveaux:

- un niveau de **proximité** avec les **assistants de prévention** ;
- un niveau de **coordination** lorsque l'importance des risques professionnels ou des effectifs le justifie avec les **conseillers de prévention**.

Ces missions s'effectuent conformément à une «**lettre de cadrage**» qui définit les moyens mis à leur disposition et un «**arrêté de nomination**» assistant de prévention ou conseiller de prévention. Ces documents sont adressés par l'autorité territoriale.

Une copie de ces documents sera transmise au CT ou CHSCT.

Ces agents peuvent être mis à disposition, pour tout ou partie de leur temps par une commune, l'établissement public de coopération intercommunale dont est membre la commune, ou le centre de gestion.

Ces agents doivent suivre une **formation préalable à leur prise de fonction** de 3 jours minimum et une **formation continue** de deux journées minimum l'année suivant la prise de fonction et d'une journée les années suivantes.

Les missions :

Les assistants ou conseillers de prévention sont chargés **d'assister et de conseiller l'autorité territoriale** dans l'évaluation des risques et la mise en place d'une politique de prévention, ainsi que dans la mise en œuvre des règles des règles d'hygiène et de travail, en vue :

- De **prévenir les dangers** susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents,
- **D'améliorer les méthodes** et le **milieu du travail** en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents,
- De **faire progresser la connaissance** des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre,
- De **veiller à l'observation des prescriptions législatives et réglementaires** prises en ces matières et à la bonne tenue du registre de santé et de sécurité au travail dans tous les services.

Au titre de ces missions, les agents de prévention proposent des mesures pratiques pour **améliorer la prévention des risques** et participent à la **sensibilisation, l'information et la formation** des personnels.

Le conseiller de prévention, ou à défaut l'assistant de prévention est **associé aux travaux du CHSCT**, ou du **Comité Technique** lorsque celui-ci assure les fonctions de CHSCT.

Les Agents Chargés de la Fonction d'Inspection (article 5 du décret):

Le décret 2012-170 ne bouleverse pas le mode de fonctionnement des ACFI. Ces derniers sont toujours chargés d'assurer la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité. Cependant le décret précise **qu'un assistant ou conseiller de prévention ne peut être ACFI**.

La désignation de l'ACFI par l'autorité territoriale a lieu **après avis du CHSCT ou du CT**.

L'autorité territoriale élabore une **lettre de mission** qui est **transmise pour information au CHSCT** ou au **Comité Technique** si celui-ci exerce les missions du CHSCT.

Si l'ACFI est mis à disposition par le centre de gestion, la lettre de mission est établie sur la base de la convention passée avec le centre de gestion et transmise pour information au CT ou CHSCT de la collectivité ou de l'établissement dans lequel l'agent est amené à exercer ses fonctions.

Si ses missions restent inchangées (**contrôler les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité et proposer à l'Autorité territoriale** compétente toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer la situation), la réforme précise que l'ACFI dispose dans ce cadre :

- d'un **libre accès** à tous les établissements, locaux, lieux de travail et aux registres et documents nécessaires à son inspection,
- proposent à l'autorité territoriale, **en cas d'urgence, les mesures** qu'ils estiment nécessaires,
- sont **informés par l'autorité, des suites données** à leurs propositions.

Les ACFI peuvent assister avec voix consultative aux réunions du CT ou CHSCT lorsque la situation de la collectivité auprès de laquelle ils sont placés est évoquée.

Version 1 Novembre 2013	Fiche Prévention	HS 078
	<p>ASSISTANTS ET CONSEILLERS DE PREVENTION ACFI</p> <p>Décret 85-603 modifié par le décret 2012-170 du 3 février 2012</p>	

Circulaire ministérielle du 12 Octobre 2012 (Circulaire n °NOR : INTB1209800C). :

Une circulaire est parue le 12 octobre 2012. Celle-ci vise à commenter les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret n° 2012-170 du 3 février 2012, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive.

Elle détaille et explicite l'ensemble des dispositions du décret.

Des annexes sont présentes dans la circulaire notamment les lettres de cadrage types pour les assistants et les conseillers de prévention nommés, ainsi qu'une lettre de mission type pour les agents chargés de la mission d'inspection (ACFI).